

COLLECTIVITE DE CORSE

ASSEMBLEE DE CORSE

1^{ERE} SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2020
9 ET 10 JANVIER 2020

N° 2020/E1/001

MOTION AVEC DEMANDE D'EXAMEN PRIORITAIRE

DEPOSEE PAR : M. Jean-François CASALTA AU NOM DU GROUPE « PARTITU
DI A NAZIONE CORSA »

OBJET : TRANSPARENCE DES ELUS ET CANDIDATS AUX
ELECTIONS LOCALES.

VU la loi N° 2013-907 relative à la transparence de la vie publique du 11 octobre 2013 faisant obligation à certains élus et agents publics à communiquer tous les renseignements utiles sur leurs revenus, leur patrimoine ainsi que leurs activités et fonctions de manière à prévenir tout conflit d'intérêts,

VU la délibération N° 19/451 AC de l'Assemblée de Corse portant adoption du rapport intitulé « Placer l'éthique et le respect de la déontologie au cœur de l'action et des pratiques de la Collectivité de Corse : une exigence conforme à l'attente des citoyens des élus et des fonctionnaires »,

VU les déclarations afférentes proposées par la Haute Autorité de la Transparence de la Vie Publique (HATVP) sur son site internet, l'une relative au patrimoine, traitement et salaire, l'autre relative aux intérêts et activités, dont la liste des pièces à fournir est annexée à cette motion,

CONSIDERANT le contexte actuel de grande défiance des citoyens à l'endroit du monde politique et la crise de la démocratie représentative,

CONSIDERANT que les électeurs, avant d'accorder leur suffrage et leur confiance à un candidat, devraient pouvoir être renseignés de la manière la plus complète possible sur ses revenus, son patrimoine, ses fonctions et ses activités,

CONSIDERANT que seuls certains élus et agents sont tenus à ce genre de déclaration, dans les deux mois de leur prise de fonction,

CONSIDERANT que les candidats aux élections locales et les élus locaux, dans leur très grande majorité, ne sont jamais tenus à ces obligations,

CONSIDERANT l'impérieuse nécessité de restaurer la confiance entre les citoyens et les candidats et élus,

CONSIDERANT que nos engagements répétés en matière d'éthique et de transparence doivent se matérialiser par des mesures concrètes,

L'ASSEMBLEE DE CORSE

PROPOSE que l'ensemble des élus de la Corse renseigne les déclarations de situation patrimoniale, d'intérêts et d'activités sur le site de la HATVP par l'intermédiaire de l'application ADEL,

PROPOSE que l'ensemble des candidats, au plus tard lors du dépôt des listes concernant les élections municipales prévues les 15 et 22 mars 2020, s'astreignent à ces mêmes obligations,

PROPOSE à ces mêmes élus et candidats, en outre du renseignement desdites déclarations, de rendre public, par tout moyen, à leur convenance :

- leur dernier avis d'imposition,
- l'extrait du bulletin numéro 3 de leur casier judiciaire,
- une déclaration indiquant s'ils font l'objet d'une mise en examen et, dans cette hypothèse, la nature des faits qui leur sont reprochés,
- l'identité des donateurs et le montant des dons effectués par chacun d'eux pour les besoins de la campagne électorale.

DEMANDE que ces propositions de mesures soient communiquées au groupe de travail mis en place le 9 octobre 2019, placé sous l'autorité du directeur général des services de la Collectivité de Corse et piloté par l'inspection générale aux fins d'intégrer le projet de charte éthique et de déontologie qui sera soumis à l'Assemblée de Corse avant la fin du premier semestre 2020.

ANNEXES

ANNEXE I : DECLARATION DE PATRIMOINE, TRAITEMENT ET SALAIRE

La déclaration de situation patrimoniale vise à recenser tous les éléments d'actif et de passif du déclarant ou, le cas échéant, de la communauté.

Nature des renseignements à fournir (les chapitres avec astérisque présentent une différence avec la déclaration HATVP) :

Immeubles	Nature (Appartement, maison, terrain...)
	Adresse
	Superficie du bâti
	Quote-part détenue dans le bien
	Droit réel (pleine propriété, nue-propriété, usufruit)
	Origine de propriété (acquisition, succession...)
	Régime juridique (bien commun, bien propre, bien indivis)
	Date d'acquisition
	Prix d'acquisition
	Prix des travaux
	Valeur vénale
	Parts de sociétés civiles immobilières
Immeubles détenus	
Autres éléments de l'actif	
Passif	
Pourcentage du capital de la société détenue	
Droit réel (pleine propriété, nue-propriété, usufruit)	
Valeurs non cotées en bourse	Valeur vénale
	Dénomination de l'entreprise
	Droit réel (pleine propriété, nue-propriété, usufruit)
	Participation
Valeur vénale	

Instruments financiers	Titulaire du compte
	Nature (PEA...)
	Établissement teneur
	Numéro
Assurances-vie	Valeur
	Nom du titulaire
	Établissement
	Référence
	Date de souscription
Comptes bancaires	Valeur de rachat
	Établissement
	Titulaire
	Type de compte
Biens divers	Numéro de compte
	Valeur
	Description
	Valeur
	Méthode d'estimation (estimation personnelle, valeur d'assurance...)

Véhicules à moteur	Nature (voiture, bateau...)
	Marque
	Année d'achat
	Valeur d'achat
	Valeur vénale
Fonds de commerce, clientèles, charges, offices	Nature
	Description
	Actif
	Endettement
	Résultat fiscal
	Valeur

Autres biens et espèces	Dénomination entreprise
	Description
	Valeur vénale
Biens et comptes à l'étranger	Nature
	Localisation
	Valeur vénale
	Description
Passif	Créancier
	Adresse du créancier
	Nature de la dette (emprunt, dette fiscale...)
	Objet de la dette
	Date de constitution de la dette
	Montant total
	Durée
	Restant à rembourser
	Mensualités
Observations	Observations
Revenus *	<p>Revenus nets perçus chaque année par le déclarant et par son conjoint (si communauté de bien) selon les catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - indemnités d'élu ; - traitements et salaires ; - pensions, retraites et rentes ; - revenus professionnels commerciaux, non commerciaux et agricoles ; - revenus de capitaux mobiliers ; - revenus fonciers ; - plus-values mobilières et immobilières ; - autres revenus.
Évènements majeurs (uniquement en fin de fonctions)	Les évènements majeurs intervenus pendant les fonctions (donations, successions, achats et ventes immobilières, emprunts...).

ANNEXE II. DECLARATION D'INTERETS ET D'ACTIVITES

La déclaration d'intérêts et d'activités recense l'ensemble des activités, des fonctions, des mandats et des participations du déclarant.

Elle a notamment pour objet la prévention des conflits d'intérêts.

Activités professionnelles exercées à la date de l'élection ou de la nomination et au cours des 5 dernières années	Employeur
	Description de l'activité [□]
	Période d'exercice
	Rémunération ou gratification année par année
Activités de consultant exercées à la date de l'élection ou de la nomination et au cours des 5 dernières années	Employeur
	Description de l'activité [□]
	Période d'exercice
	Rémunération ou gratification année par année
Participations à des organes dirigeants exercées à la date de l'élection ou de la nomination et au cours des 5 dernières années	Entité [□] concernée
	Description de la fonction
	Période d'exercice
	Rémunération année par année
Participations financières directes	Société [□]
	Participation (en %) si connue
	Nombre de parts détenues
	Capital détenu en euros
	Rémunération ou gratification perçue la dernière année
Activités du conjoint, partenaire de PACS ou concubin	Identité [□] du conjoint
	Employeur
	Description de l'activité [□]

Fonctions bénévoles susceptibles de faire naître un conflit d'intérêts	Structure d'exercice
	Description de l'activité [□]
Fonctions et mandats électifs	Description de la fonction
	Période d'exercice
	Rémunération année par année

Collaborateurs parlementaires	Nom du collaborateur
	Autres employeurs éventuels
	Description des autres activités éventuelles